Les quartiers sociaux en tant qu'objet physique d'intérêt social.

L'exemple de la (ré)appropriation idéologique dans le domaine d'une altération de régime politique

Luis Vicente Baptista
Département de sociologie FCSH-UNL

Production et appropriation de l'espace sont inséparables dans la compréhension des transformations urbaines: il y a consensus sur ce fait. Cependant, lorsqu'on transpose un tel présupposé dans le domaine pratique de la recherche, en particulier dans le champ de l'habitation, on s'intéresse plus fréquemment soit à l'une, soit à l'autre.

Dans la première sphère d'analyse, celle des contextes de la production de l'espace, dominent les questions des coûts économiques et sociaux et de l'intérêt architectural des contextes. Dans la seconde, concernant les formes d'appropriation des biens produits, l'adaptabilité des sujets cibles, les effets des transformations spatiales, ceux de la planification urbaine, de l'homogénéisation/hétérogénéisation de l'espace vécu deviennent nettement plus importants.

Si bien que, dans la première sphère, on a un effet idéologique de légitimation des conditions de production bien visible (à travers les études sur les *nécessités* qui sont associées au contexte de production) et, dans la deuxième, on mène un combat contre les formes de production à partir des conditions d'appropriation (à travers des études qui tendent à révéler comment les nécessités des populations-cibles ne sont pas satisfaites par la transformation opérée). La dispute idéologique se tient aussi dans le domaine de la production scientifique et technique...

Or, nous prétendons ici, en ayant recours à un exemple paradigmatique d'altération de l'espace -l'habitation sociale-, dont l'effet de production et d'appropriation est dans de nombreux cas contrôlé en dehors des mécanismes habituels du marché, rechercher et interpréter la (ou les) dispute(s) idéologique(s) qui parcour(en)t autant la production que l'appropriation de l'espace.

Pour ce faire, nous nous sommes intéressé à trois quartiers d'habitation sociale initiés par un gouvernement et qui se sont vus appropriés, au niveau du discours, par un

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

autre. En utilisant des données matérielles («ce qui a été fait»), nous allons essayer d'analyser de manière stimulante l'articulation entre les discours et leur vérification matérielle, en trois étapes:
- analyse des processus de croissance urbaine;
- analyse comparée des discours et des faits;
- synthèse: exemples de mises en exercice pour la compréhension des politiques/ pratiques sociales.

Inaugurés par l'Estado Novo plus d'une décennie et demie après avoir été commencés, en 1934 et 1935, les quartiers sociaux de Lisbonne de la Ire République (Ajuda et Arco do Cego à Lisbonne et Arrábida à Porto) constituent un cas paradigmatique de l'utilisation politique d'objets physiques d'intérêt social créés à l'initiative du régime précédent. Leur (ré)appropriation idéologique par le nouveau régime a pour objectif de souligner l'incompatibilité entre, d'une part l'idéologie et la pratique gouvernementale républicaines, et d'autre part les «nécessités et les possibilités économiques et morales de la Nation». Alliant la norme corporatiste à la capacité technique de «faire des travaux», le discours des nouveaux dirigeants nationaux s'appuie sur l'exemple de ces «quartiers sociaux», devenus «économiques», pour exalter les vertus du nouveau gouvernement et promouvoir des valeurs prétendument mises en cause dans la période précédente.

Avec le temps, le sens récriminatoire de ce discours finit cependant par s'altérer, face à l'incapacité exécutive des républicains, qui n'est pas étrangère aux difficultés d'ordre politique, économique et démographique que le salazarisme affronte à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'impossibilité, devant la densification de la population autour des plus grands centres nationaux, de maintenir l'objectif de la maison «unifamiliale» pour y installer les «populations en carence de logement», a ici un rôle fondamental.

Les quartiers sociaux en temps qu'objet physique d'intérêt social

Le changement de types ou de formes de gouvernement offre en effet aux nouveaux dirigeants la possibilité d'utiliser des initiatives débutées antérieurement et de les conclure. Lorsqu'il y a changement de régime, comme c'est ici le cas - l'État corporatiste se substituant en 1933 à la dictature nationale débutée en 1926 après l'installation d'une démocratie parlementaire (1910-1926) -, une telle possibilité est d'autant plus valorisée que le pouvoir, manquant d'appuis populaires et institutionnels, a besoin d'une légitimation.

Or la conclusion d'un travail inachevé par le régime antérieur crée les conditions idéales pour valoriser le nouveau régime et souligner l'échec des précédents gouvernants. La matière en est fournie par la capacité de faire un travail «qui se voit», surtout à propos de biens à forte valeur sociale comme le sont les habitations destinées aux «populations les plus défavorisées». Elle constitue un argument de poids pour imposer une pratique gouvernementale qui, si elle est soutenue par des présupposés idéologiquement convaincants, permet la production d'une «culture de pouvoir» à tendance hégémonique.

D'ailleurs le rôle des idéologies dans la «lutte politique» est un terme récurrent de la littérature sociologique. Alain Birou l'a clairement souligné dans un texte publié en 1970: après avoir défini l'idéologie comme un «ensemble plus ou moins cohérent d'idées, de représentations et de croyances qui animent un groupe ou un autre ou légitiment leurs modes d'action en société et leur volonté de changement de celle-là» (p. 5), il précise (à propos de l'importance de cette notion opératoire pour l'interprétation des changements politiques): «l'idéologie cherche à transformer l'ordre des choses existant. C'est une visée qui tend à valoriser les formes d'existence jugées comme meilleures. Elle devient un moyen de lutte politique, un instrument intellectuel pour légitimer un programme et un type d'action politique. C'est l'ensemble des représentations, des catégories, des valeurs

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

et des stratégies d'action pour faire prévaloir un projet politique en découverte et en même temps dénonçant idéologiquement les façons fausses ou incomplètes de penser des [partis] adverses» (p. 5-6).

C'est ainsi que l'utilisation politique des trois «quartiers sociaux» de la Ire République dans les années de l'édification de l'*Estado Novo*, à travers laquelle le régime émergeant cherche sa légitimation, repose sur le discours alors dominant du retour aux vertus traditionnelles. Les conditions d'une efficacité politique, économique et sociale étant ici symboliquement réunies, il est possible au régime en cours d'installation, durant une période qui se situe entre l'apparition de la construction corporatiste en 1933 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, de faire de ces «quartiers économiques» un des principaux étendards de son action. En destinant ces maisons individuelles aux familles socialement et économiquement défavorisées, on laisse s'exprimer un des fondements idéologiques du corporatisme: la protection de la famille. La conclusion précoce de ce projet permettra en outre de faire apparaître les suivants comme les garants de l'irréversibilité d'un processus et d'une manière d'agir.

Le fait que Duarte Pacheco, ministre des Travaux publics puis président de la *Câmara municipal* de Lisbonne, et Teotonio Pereira, sous-secrétaire d'État aux Corporations et à la Prévention sociale, soient chargés respectivement de l'exécution et de la distribution des «maisons économiques», n'est pas anodin. Ces deux figures centrales au moment de l'apparition du régime des «concrétisations», l'un en temps qu'exécutant, l'autre comme théoricien du corporatisme, constitueront d'ailleurs les références du régime quand ses fondations, à partir des années cinquante, commenceront à s'effriter.

Discours politique et (ré)appropriation idéologique de biens socialement valorisés

Il ne s'agit pas ici d'étudier la valeur de légitimation que le régime républicain attribuait au lancement de ce projet. Il convient cependant de souligner qu'il s'agit d'une pratique inévitable de légitimation, quelle que soit la pratique gouvernementale, et qu'il n'a simplement pas été possible au régime, qui a peu duré au-delà du lancement de cette initiative (de 1918-1919 à 1926), de développer une stratégie de valorisation publique de son œuvre. Cette circonstance sert particulièrement les intentions de l'*Estado Novo*. Soulignant l'incapacité à conclure des républicains - à Lisbonne, les quartiers d'Arco do Cego et d'Ajuda demeurent inachevés -, les ministres de Salazar peuvent promouvoir l'idée que leur conception de la «maison économique» est radicalement différente de celle qui avait été développée jusqu'alors.

Ce discours sur la nouvelle politique sociale, qui met l'accent sur le contraste entre le nouvel «état des choses» et la situation sous la Ire République, reste un modèle de (ré)appropriation idéologique. Lors de l'inauguration du quartier d'Arco do Cego, le nouveau régime ne se contente pas d'évoquer sa nouvelle manière de concevoir la «maison économique», il se préoccupe aussi de donner à son intervention un sens social et économique délaissé par ses prédécesseurs. Le ministre des Travaux Publics, Duarte Pacheco, apporte des chiffres: «Quand le pays vérifiera qu'avec la somme dépensée dans les 482 étages-résidences du quartier social d'Arco do Cego, fruit de la vieille politique, on a construit 4.600 résidences pour les familles, fruit de la politique de l'État Nouveau, on comprendra mieux que quelque chose de nouveau existe au Portugal qui mérite un appui franc et vibrant de la part de tous les Portugais» (*Bulletin de l'INTP*, IIe année, n° 8, 15 mars 1935, p. 190). Maria Julia Ferreira [1994] s'interroge: «[Serait-ce que] la "perte" d'argent public est de l'ordre de la référence dans les discours d'inauguration ou que les chiffres servent intentionnellement à relever l'Estado Novo par rapport au régime antérieur?» (p. 707). C'est que ce «projet de la Première République

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

et symbole de l'Estado Novo» (p. 708), avec les autres «quartiers sociaux» républicains, a une valeur stratégique fondamentale pour le nouveau régime.

En soulignant, avec l'*exemple* de ce qui s'est passé jusque-là, ce qu'il faut éviter au niveau de l'intervention étatique dans le domaine de l'habitation, le nouveau régime en phase de consolidation prétend faire la promotion d'une conception apparemment autre. En ralliant les mécontents nostalgiques de la période antérieure à 1926 et en gérant habilement les attentes à travers une explosion de discours et une large couverture journalistique [M. J. Ferreira 1994, p. 702-705], il réunit les meilleures conditions pour formuler un discours à sa gloire, qui donne du poids à ses intentions.

Pourtant la vigueur de ces premiers discours va vite tomber. La véhémence avec laquelle étaient initialement réprouvées les initiatives du précédent régime cède la place à des attitudes moins enflammées. Seule subsiste, à des moments plus ou moins ritualisés comme lors des inaugurations de nouveaux quartiers de «maisons économiques», la réaffirmation des valeurs originales[1] . Le «oids» de l'histoire de l'«habitation économique» (et l'auréole de respectabilité qui se construit immanquablement autour d'elle) ainsi que le risque inhérent d'une «restauration républicaine» permettent de substituer à l'exaltation discursive sur les «mauvaises» solutions des républicains une intégration de leur action comme «préhistoire» de l'intervention étatique dans le domaine du logement.

Dans une première phase, les responsables de la politique du logement distinguent encore avec un ton de récrimination l'intervention de la Ire République de l'œuvre indiscutable du régime[2]. Ensuite, la conscience apparente de la transformation profonde que connaissent les grands centres urbains nationaux et la logique implicite d'industrialisation vécue par le pays, à quoi s'ajoute la difficulté à contrôler les migrations, produisent chez les responsables un sentiment d'impuissance à maîtriser des effets inconnus à une telle échelle. Une certaine compréhension des inconséquences pratiques de la Ire République s'inscrit en filigrane dans les textes. Dans la proposition de loi qui donnera naissance à la loi n° 2092 («*Bases de la coopération des institutions de prévoyance, des maisons du peuple et de leurs fédérations dans le domaine du logement*», du 9 avril 1958), le ton face aux échecs connus à cette époque est d'abord celui de la consternation[3] .

Les transformations d'un discours premièrement marqué par les convictions de la «révolution corporatiste», puis à son tour par l'incapacité à imposer efficacement sa volonté est tout à fait symptomatique dans le processus d'institutionnalisation de l'œuvre de l'*Estado Novo*. Elles se traduisent en premier lieu par un repositionnement dans la définition de la politique du logement.

Le montage du discours de la nouvelle politique des «maisons économiques»

L'intervention systématique des pouvoirs publics a déjà été clairement repérée pendant la Ire République. Selon Maria Julia Ferreira [1994, p. 698] «les conditions qui allaient permettre à l'État et à la société d'assumer le compromis pour trouver des solutions à ce problème étaient créées». Sauf qu'une évolution historique difficile entraîne des imperfections apparentes. Face à des travaux sociaux qui paraissent interminables, les politiques à court terme des seize premières années sont vouées à l'échec.

Cette situation se prolonge durant la période de la dictature militaire. Entre 1927 et 1932, les «quartiers sociaux» de Lisbonne passent sous la responsabilité de la municipalité de Lisbonne, mais c'est seulement après leur intégration au «régime des maisons économiques» qu'ils sont enfin terminés et inaugurés. Ce contre-temps est dû, selon les responsables du régime, à la nécessaire «reconstruction financière du pays, opérée entre 1926 et 1933» (*Bulletin de l'INTP*, n° 4, 1949, p. 86).

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

Pour Marielle C. Gros [1982, p. 106], ce n'est cependant là qu'une des raisons : le régime ne tenait pas à faire étalage de ses initiatives - ce qui n'est pas rare. Elle souligne que «le régime institué en 1926 par le coup d'État du 28 mai n'a pas immédiatement apporté une quelconque innovation en matière de politique du logement. Il a promulgué en octobre 1928 une loi qui est devenue "classique" incitant à la construction de «maisons économiques» par la concession d'une série d'exemptions fiscales [...]. Cette lo imposait en contrepartie un certain nombre de caractéristiques pour les maisons à construire [...]. C'étaient sans doute des exigences en trop et des stimulations en moins. Le bilan ne laisse en rien à désirer à propos de la «République des Partis», si facilement dénigrée».

La distinction entre les deux politiques, avant et après 1926, ne devient effective qu'au fur et à mesure que les travaux laissés inachevés sont menés à leur terme. La solution de la résidence unifamiliale, commune aux deux régimes, connaît alors quelques variations. La conception d'espaces collectifs est quasiment abandonnée par les nouveaux gouvernants, défenseurs assidus des vertus du «repli familial». L'importance du foyer - en temps qu'espace physique autonome du contexte environnant - est même valorisée par opposition à l'idée de convivialité, comme l'a remarqué Marielle C. Gros, dans un texte postérieur [1994, p. 89]: «Un premier indice de l'importance que l'Estado Novo a donnée à la maison plus qu'à n'importe quel autre type de dispositif spatial nous est donné par le propre intitulé de son programme principal - celui de «Maisons économiques» -, faisant d'une certaine façon un pas en arrière par rapport au projet républicain des «quartiers sociaux». Ce dernier, bien qu'il prévît la construction de maisons unifamiliales, donnait du relief à leur intégration dans un dispositif spatial plus complexe, le quartier, lui-même conçu comme un facteur de transformation sociale.»

Dans la pratique, souligne Maria Julia Ferreira, «l'équipement du quartier [d'Arco do Cego] a été réduit par l'Estado Novo à deux écoles primaires (sexes séparés), placées symétriquement par rapport à l'axe central, au lycée D. Filipa qui a remplacé le Théâtre-Cirque prévu, aux archives de la Municipalité et à un poste de police. [...] On n'a plus du tout entendu parler des bureaux et des ateliers des artistes, et quant au commerce, le 28 décembre 1938, on faisait référence à trois merceries, une laiterie et une brûlerie de café, un boucher et une papeterie» [1994, p. 705].

Cette stratégie à propos des «quartiers sociaux», devenus «économiques», obéit semble-t-il à deux objectifs complémentaires: que cette politique repose sur la construction de maisons *réellement* économiques; et que la valorisation de ces nouveaux foyers se fasse autour de la famille et de ses membres. L'avantage économique qui découle de l'application aux quartiers de la République des «nouveaux principes et règles relatives à la classification, la distribution et l'acquisition de maisons économiques» enflamme Duarte Pacheco prompt à rappeler les coûts incontrôlés de l'édification du quartier d'Ajuda[4]. Quant aux avantages pour la vie des familles du nouvel état des choses, ils sont largement évoqués par Teotonio Pereira dans une allocution adressée à Salazar[5].

Il n'y a pas de doute que, du point de vue idéologique, le régime «vertueux» rencontre avec la politique des «maisons économiques» un de ses triomphes les plus évidents. Les travaux achevés, l'ennemi identifié, les nouvelles maisons profitent au régime. Les discours de Duarte Pacheco, Teotonio Pereira et Salazar lui-même qui, dans une entrevue concédée au journal *O Século*, répond à des questions sur l' «orientation du gouvernement à propos du logement des pauvres»[6], révèlent alors un troisième objectif: la politique des «maisons économiques», qui rencontrera plus tard des difficultés, a en effet pour but de dégager la nécessité de l'intervention permanente de l'État dans la gestion du problème social. Mais il y a plus. Les gouvernants savent que les entreprises privées ne s'engageront jamais dans le financement d'un problème qui, soumis à une

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

réglementation extrêmement rigide, ne permet pas de grands bénéfices. D'où la nécessité de développer des initiatives économiques à la racine, orientées par l'État. Les «quartiers sociaux» une fois «régénérés», selon la terminologie alors dominante, la solution des maisons unifamiliales - sans les confusions qui étaient apparues avec les «appartements-résidences de certaines maisons d'Arco do Cego» - s'impose donc comme la forme hégémonique de la politique du logement. C'est à Teotonio Pereira, dans l'acte de remise des «maisons économiques» à distribuer à S. Roque da Lameira, Porto, que revient de formuler et d'argumenter la conviction qu'une telle initiative doit désormais être développée[7]. Au bénéfice de cette formule, les nouveaux «situationnistes» défendent encore l'avantage de la «maison de famille» que, pour des raisons d'ordre légal, il n'est pas possible d'étendre aux «quartiers sociaux» de la République. Dans deux bulletins officiels de 1934 et de 1935, relatifs respectivement aux quartiers d'Ajuda et d'Arco do Cego, cette situation est clarifiée. Cependant, dans les années qui suivront, ce présupposé restera acquis et, bien plus tard (1968), des notes de service émises avec la même intention de contrer la tendance à éliminer la «maison de famille» apparaissent dans la publication de l'Instituto nacional do Trabalho e Previdência. La note n° C-1-434/66 sur l'«inaliénabilité des maisons économiques» précise dans sa conclusion que la «maison de famille» est un instrument de justice sociale: «Les services ne peuvent manquer de s'efforcer, par tous les moyens, de tendre à la légalité, comme ils ne peuvent pas refuser une autre réalité qui, bien que lointaine, est évidente: pour permettre le bénéfice des maisons économiques, la construction des quartiers doit être faite la plupart du temps, sur des *terrains expropriés à des prix* qui, bien que fixés par la loi, sont *inférieurs à ceux pratiqués communément*. Ils ne peuvent consentir à ce que ces maisons servent par la suite à des fins lucratives alors qu'elles ont été acquises à des prix clairement avantageux» (*Bulletin de l'INTP*, XXXVe année, n° 5, 15 mars 1968, p. 196).

Or ce qu'en synthèse le nouveau régime prétend faire passer face à l'«état des choses» précédent est l'idée que la politique de l'Estado Novo a une capacité moralisatrice, qu'elle est susceptible de restituer l'ordre social perdu, et donc qu'elle prétend réguler de façon claire les conduites individuelles sans cesser de considérer les spécificités locales (différentes zones du pays, différents contextes ruraux ou urbains).

Ce cadre idéologique dans lequel vont se dérouler les actions du régime plébiscité en 1933 va s'appuyer sur toute une structure législative et réglementaire qui recherchera à faire valoir cette idée. Le contrat que doit signer le propriétaire d'une résidence économique est en cela symptomatique; le *Journal du Gouvernement* du 6 septembre 1934 prévoit, pour jouir de l'usufruit de la propriété en acquisition, d'importantes obligations:

«11° - Le second signataire et les personnes qui appartiennent au second groupe familial, et qui vivent avec lui, devront se comporter comme de bons pratiquants de leurs devoirs familiaux et sociaux, d'une moralité parfaite et respectueux de tous les préceptes de santé et d'hygiène, sous peine de résiliation du contrat [...]

12° - Durant la période d'amortissement de sa résidence économique, le second signataire s'oblige à suivre toutes les indications données par l'Administration des maisons économiques quant au nettoyage et à la bonne hygiène de sa résidence et de ses accès, sous peine de résiliation du contrat [...].»

Le dessein d'une politique de contrôle de l'hygiène familiale est cependant limité dans la pratique. D'autant plus que les conditions particulières des familles portugaises analysées ici obligent les dirigeants corporatistes, malgré les valeurs chrétiennes que véhicule leur discours, à reconnaître la variété des situations même lorsqu'il s'agit des «classes les plus défavorisées». Le président du Conseil lui-même, dans une note du 24

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004

mars 1934 à propos de la fixation de coefficients à appliquer dans le calcul des prestations mensuelles payées par les habitants acquéreurs des «maisons économiques», le concède[8]. On cherche alors à structurer une politique économiquement sociale, avec pour objectif la résolution, explicitement restreinte aux conditions économiques, des problèmes sociaux.

Conclusion

De la phase d'installation du régime, subsiste, pendant les quatre décennies de la politique des «maisons économiques», dans le discours de l'Estado Novo, la primauté de l'ordre social sur l'ordre urbain. Pourtant l'évolution de la concentration de la population autour des plus grandes villes du pays, et en particulier de Lisbonne, tend à contrarier une telle prétention compte tenu de la nécessité urgente de trouver des solutions aux cas les plus pressants.

Une telle altération du discours et du sujet entraîne une âpre discussion à l'intérieur du régime entre ceux qui défendent l'idéologie politique de la famille et ceux qui donnent priorité à une idéologie plus pratique. Ce conflit se prolongera jusqu'à la fin du régime, jusqu'à la chute de Marcelo Caetano en 1974.

L'idéologie corporatiste du régime, malgré le grand élan du départ, l'a poussé à s'enfermer lui-même dans un piège politique dont il ne pourra plus sortir après 1945. Le défi irréversible de l'industrialisation et de l'urbanisation renverse tout un édifice idéologique et législatif qui était fondé sur une urbanisation limitée et la défense de valeurs qui ne coïncident plus avec les nouvelles conditions de vie.

Tant que la société portugaise est restée globalement organisée, socialement, économiquement et politiquement, sur le modèle qu'il défendait, le régime s'est montré capable de supporter les «secousses» qui se sont faites sentir dans le pays. Ensuite, vu la nécessité de changements pour se maintenir au pouvoir, l'Estado Novo s'est défait dans l'illusion qu'il pouvait encore préserver une partie de son patrimoine idéologique et politique en s'adaptant à un langage et à une pratique plus en conformité avec le nouveau monde de l'après-guerre.

Bibliographie

Birou A., «Signification du développement des idéologies», *Économie et humanisme* (194), juillet/août 1970, p. 5-15.
Ferreira M. J., «O Bairro social do Arco do Cego — uma aldeia dentro da cidade de Lisboa», *Análise Social*, vol. XXIX, n° 127, 1994, p. 697-709.
Gros M. C., *O Alojamento social sob o fascismo*, Afrontamento, Porto, 1982.
Gros M. C., «Pequena história do alojamento social em Portugal», *Sociedade e Território*, n° 20, mai 1994, p. 80-90.
Boletim do Instituto nacional do Trabalho e da Previdência social (INTP), 1934-1972.

[1] Voir le discours du sous-secrétaire d'État aux Corporations en 1949 lors d'une inauguration à Covilhã (*Bulletin de l'INTP*, XVIe année, n° 21, 15 novembre 1949, p. 445).
[2] C'est le cas dans le discours prononcé par le sous-secrétaire d'État aux Corporations en 1949 à Ramalde (*Bulletin de l'INTP*, XVIe année, n° 4, 28 février 1949).
[3] Voir le discours inséré dans le *Bulletin de l'INTP*, XXIVe année, n° 4, 28 février 1957, p. 116.
[4] Voir *Bulletin de l'INTP*, Ire année, n° 5, 30 janvier 1934, p. 12.
[5] Voir *Bulletin de l INTP*, Ire année, n° 11, 30 avril 1934, p. 5/6.
6 Voir la transcription de l'entrevue dans le *Bulletin de l'INTP*, IIe année, n° 7, 28 février 1935, p. 172.
[7] Voir *Bulletin de l INTP*, IIre année, n° 15, 30 juin 1935, p. 331 et 333.
[8] Voir note publiée dans le *Bulletin de l'INTP*, IIIe année, n° 10, 15 avril 1936, p. 187-188.

© Los autores, 2004; © Edicions UPC, 2004